

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18244 - 71ÈME ANNÉE

## Face à la conspiration du silence sur des questions essentielles

## L'union PCR-Progrès rassemble pour faire gagner le peuple

A 80 jours des élections régionales, des candidats s'aventurent sur le terrain de l'économie et font des promesses de milliers d'emplois. Mais ces propositions semblent ignorer que La Réunion n'est pas un pays coupé du reste du monde. En gardant le même système, les résultats ne changeront pas. Qui peut croire que l'on puisse créer des dizaines de milliers d'emplois avec la fin du quota sucrier et l'ouverture de la totalité de la production à la concurrence des pays voisins ? L'union PCR-Progrès a choisi de dire la vérité et d'informer la population sur l'existence de ces rendez-vous, pour que le peuple puisse se rassembler et construire une nouvelle politique pour La Réunion.



Dans deux ans, c'est la fin du quota sucrier. Près de 20.000 emplois sont menacés. Comment alors prétendre faire baisser le chômage de plusieurs dizaines de milliers de personnes ? Seule l'union PCR-Progrès informe la population sur la nécessité de se rassembler pour faire face à ce défi.

**L**a Région Réunion est la collectivité compétente dans le domaine de la planification économique. Alors, à 80 jours du scrutin, des candidats se réveillent et promettent la création de dizaines de milliers d'emplois. Certains pensent que Paris va payer, d'autres que les mêmes mesures appliquées depuis cinq ans produiront des effets différents. Au final, le Réunionnais reste le grand perdant. Car ceux qui aujourd'hui promettent ont pris des décisions qui expliquent l'aggravation du chômage. Les faits sont là, et la population doit connaître la vérité pour qu'elle puisse se prononcer en connaissance de cause.

### Chantiers stoppés au Tampon, Saint-Denis et Saint-Paul

C'est à partir de 2008 que le chômage est reparti à la hausse malgré les efforts de la Région dirigée alors par Paul Vergès. Au Tampon, à Saint-Denis et à Saint-Paul, plusieurs projets étaient sur les rails pour créer rapidement des milliers d'emplois. Les équipes fraîchement élues ont alors tout remis en cause. Au Tampon, Didier Robert a donné le signal en faisant une croix sur le chantier de la Rocade Sud. À Saint-Denis ayant pour maire Gilbert Annette, le projet du Pôle océan a été stoppé, ainsi que le Zénith intercommunal. À Saint-Paul, ville alors dirigée par Huguette Bello, c'est un autre projet intercommunal qui a été cassé en 2008, celui d'un hippodrome.

### Même politique à la Région

En 2010, la Région Réunion est offerte à Didier Robert. Il va ensuite mettre en œuvre un plan de démolition des grands projets d'avenir. La première victime est la géothermie. Une usine aurait pu être construite à la Plaine des Cafres, sans compter les emplois créés par l'exploitation de cette richesse tapie sous le volcan. C'est ensuite le tram-train qui

est sabré. Des milliers de Réunionnais perdent alors la certitude d'un emploi durable. Le projet de nouvelle route du littoral suit le même chemin. À la place de ces deux grands chantiers, le président de Région sort de son chapeau une route en mer à six voies qui cristallise l'opposition de tous les défenseurs de l'environnement et du développement durable.

La réforme de la défiscalisation mise alors en place par le gouvernement Sarkozy a également contribué à cette montée du chômage. Sous l'ancien système, La Réunion produisait plus de 10.000 logements par an. On est aujourd'hui bien loin de ce niveau.

### La vérité oubliée

Les promesses de ces candidats ont une limite : la réalité. En effet, elles ne tiennent pas compte du fait que La Réunion fait partie d'un monde en pleine évolution. De nombreuses promesses dépendent de l'argent public, or les perspectives de croissance révisées avant-hier par l'OCDE ne laissent pas trop d'espoir de redressement. Le gouvernement ne va pas revenir de sitôt sur la baisse des dotations aux collectivités.

Pour La Réunion en particulier, trois phénomènes auront un impact sur toute l'économie au cours du prochain mandat. C'est la suppression du quota sucrier et du prix garanti du sucre en 2017, avec comme conséquence l'incertitude sur le prix de la canne dans deux ans. La même année, ce sera la fin de la défiscalisation. Quel dispositif sera alors mis en place pour attirer des capitaux afin de construire des logements et d'investir dans les entreprises ? Personne ne sait...

L'octroi de mer est menacé, rien ne dit qu'il sera toujours là après 2020. Or, c'est une source de revenus importante pour la Région et les autres collectivités. Enfin, les pays voisins signeront avec l'Union européenne un accord de partenariat économique. Tout ce qui est produit à La Réunion sera en concurrence avec ce qui viendra des îles de l'océan Indien et de l'Afrique orien-

tale, où les coûts de production sont nettement inférieurs.

### L'appel au rassemblement pour le développement

Tous ces rendez-vous auront lieu au cours du prochain mandat du Conseil régional. Les élus devront donc décider. La population a le droit de savoir quelle est la position des candidats sur ces dossiers, pas question de donner un chèque en blanc. Si ces échéances sont mal négociées, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui seront perdus. À part l'union PCR-Progrès, personne n'informe la population sur ces échéances et la nécessité de s'y préparer. À la télévision, seul Patrick Lebreton a rappelé que les prochains élus seront confrontés à ces problèmes. Chez les autres, c'est la conspiration du silence pour ne pas dire la vérité. Est-ce un aveu d'impuissance ?

PCR et Progrès ont choisi de lancer le rassemblement à partir d'un programme qui prend en compte la fin du quota sucrier, l'ouverture de La Réunion à la mondialisation et les réformes qui créeront un cadre nouveau. C'est pourquoi l'union propose d'engager un plan de 20 ans pour que La Réunion puisse négocier cette nouvelle étape de son histoire, et lance le rassemblement des Réunionnais pour le développement du pays.

**M.M.**

## Édito

# Pour de vrais débats démocratiques

**I**l a suffi que Zinfos974 reprenne notre éditorial pour que des âmes sensibles s'en émeuvent au point de trouver dans notre besoin de clarification vis-à-vis de Bello un soutien à la droite. Comme les temps ont bien changé ! C'est plutôt comique. Les mêmes ont oublié les années de trahisons où elle servait tous les médias contre le PCR. Après avoir usé et abusé du PCR, durant tant d'années, elle tente à nouveau de diviser la direction du PCR, en distillant des informations non fondées à des gens prêts à tout gober. Surtout ne dites rien de mal sur Bello, ô sacrilège !

Non seulement Bello ne travaille pas avec des dirigeants du PCR, en plus, elle rabaisse la personne supposée, en déclarant qu'elle doit cacher son nom. Elle fait de cet individu une taupe au sein de la direction du PCR. Quelle honte ! A travers ce personnage imaginaire, elle projette son parcours personnel. Voilà à quel niveau elle est tombée : condamner à mentir pour se donner bonne conscience, et tenter de sauver une image qu'elle souhaite immaculée. Elle peut s'habiller tout en blanc pendant la campagne et porter ostensiblement une grosse croix, elle ne sera jamais sauvée du mensonge. Dans la foulée, comment peut-elle instrumentaliser l'INSEE pour raconter des mensonges à partir de chiffres inventés ? Les médias présents à sa dernière

conférence de presse consacrée à l'économie auraient pu lui demander des précisions sur ses affirmations à l'emporte-pièce.

Nous aimons les combats à la loyale : s'opposer est respectueux du débat démocratique, cela n'a rien à voir avec la trahison. C'est acquis qu'elle a trahi. C'est dans l'histoire de La Réunion, maintenant. Aussi, l'intensité de l'indignation de ses amis et amies devant nos dénonciations est un élément d'encouragement.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## La capitale de l'Indonésie cherche à se protéger de la montée du niveau de la mer

# 35 kilomètres de digue pour protéger Jakarta

**En octobre 2014, la capitale indonésienne a lancé la construction d'une « grande muraille » dans la mer pour lutter contre les inondations. Cette digue sera la plus grande du monde et devrait éviter à Jakarta d'être submergé par les eaux à chaque mousson.**

**L**a ville de Jakarta s'enfonce de 12 centimètres par an, et certains quartiers sont déjà plusieurs mètres en dessous du niveau de la mer. Selon certains experts, si aucune mesure n'est prise rapidement, la ville pourrait être engloutie par la mer d'ici 10 ans et causer de sérieux dégâts humains et matériels.

### Un enjeu de vie ou de mort

En 2014, Purba Robert M. Sianipar, responsable du ministère de l'Économie, a expliqué à l'AFP, qu'il s'agit d'une « situation de vie ou de mort », car de nombreuses habitations ont déjà été dévastées lors de précédentes inondations et d'autres risqueraient d'être complètement englouties.

Les autorités ont commencé à s'alarmer en 2007, lorsque des quartiers entiers se sont retrouvés sous les eaux, parce que les digues construites pour contenir l'eau de la mer avaient cédé pour la première fois par la marée haute.

Plusieurs hypothèses avaient été évoquées à cette époque pour expliquer la submersion des digues. Mais beaucoup se sont accordés à dire que le pompage massif de la nappe phréatique pour les besoins de la population avait provoqué un affaissement des sols. Ce phénomène est d'ailleurs visible à Ho Chi Minh Ville et à Bangkok, où la banlieue de la

ville avait été engloutie par les eaux, en 2011.

A Jakarta, la situation est d'autant plus dramatique, car de nombreux quartiers sont construits sur de l'argile molle et s'enfoncent donc chaque année, de près de 14 centimètres, laissant craindre la disparition de ces derniers.

Des responsables impliqués dans le projet de la « grande muraille » avaient expliqué à l'AFP que l'affaissement inexorable de ces zones habitables, signifiait que les 13 rivières ou fleuves de la ville pourraient également se retrouver en dessous du niveau de la mer et donc cesser de s'écouler. Augmentant ainsi les risques d'inondations.

### Des îles et une « grande muraille » pour résoudre les problèmes

La digue devrait s'étendre sur 35 km le long de la baie de Jakarta sur la côte nord de la ville, avec 16 mètres sous la mer et 7 mètres au-dessus. Ce projet est estimé à plus de 35 milliards d'euros. Pour pouvoir réaliser cet ouvrage, il est prévu d'aménager 17 nouvelles îles, afin d'y loger 1 million d'habitant sur les 10 millions qui vivent dans la capitale actuellement et où la pression immobilière reste très forte.

Le chantier a déjà débuté. Des navires équipés de grues, des bulldozers et des pelleteuses ont déjà commencé la construction, qui ne

s'élève pour le moment qu'à trois mètres de haut. Une fois terminé, la digue devrait ressembler à une grande muraille, qui bloquera la marée dans un sens, tout en laissant s'écouler les rivières et l'eau de pluie dans l'autre.

Cependant, des voix se sont élevées contre le président sortant en octobre 2014, Susilo Bambang Yudhoyono, qui a voulu à tout prix lancer ce projet avant de passer la main. Des groupes de défense de l'environnement ont dénoncé les risques liés à sa réalisation pour les animaux marins, la faune et la flore ainsi que toute la biodiversité de la zone.

Certains hauts fonctionnaires responsables de l'aménagement urbain ont fait par de leur mécontentement parce qu'ils n'avaient pas été suffisamment consultés, ni même écoutés. Sur le plan financier, des doutes persistent quant à la possibilité pour les autorités de déboursier plus de 35 milliards d'euros, alors que le pays connaît un ralentissement de son économie.

**@celinetabou**

## Billet philosophique

# Un nouveau «crime contre l'humanité»

À une semaine du Sommet mondial de l'ONU à New-York sur les Objectifs de Développement Durable pour 2030 afin de «transformer notre monde», nous vous faisons part de réflexions très pertinentes sur l'un des problèmes dramatiques qui préoccupent une grande partie de l'humanité actuellement : les flux migratoires massifs de l'Afrique et du Moyen-Orient vers l'Europe. Ces réflexions sont publiées par le bulletin "la Voix des sans-papiers" paru le 3 septembre (voir le site <http://lavoixdes-sanspapiers.eu.org/>) et il s'agit d'un courrier adressé le 23 avril aux plus hautes autorités européennes, de l'Union Africaine et de l'ONU par la Coalition internationale des sans-papiers, migrants, réfugiés et demandeurs d'asile (CISPM). Voici de larges extraits de ce texte, intitulé «Les milliers de morts en Méditerranée : un crime contre l'humanité».

Messieurs les Présidents, la Coalition internationale des sans-papiers, migrants, réfugiés et demandeurs d'asile souhaite exprimer son horreur et son indignation devant les crimes sans nom qui ne cessent de se perpétrer en mer Méditerranée et aux frontières sud de l'Europe contre les migrants venant de l'autre rive. Nous employons le mot crime car les politiques économiques et d'immigration européennes ont créé les conditions générales dans lesquelles de telles horreurs peuvent aujourd'hui se produire et se développer; la géopolitique méditerranéenne peut se déployer en remplissant la mer entre les deux rives de dizaines de milliers de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants en fuite devant les guerres, les famines, devant le spectre de la misère extrême.

Le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit, pour l'année 2015, une croissance mondiale de 3,5%; et, pour l'Afrique subsaharienne, de 4,5%. Mais vous n'êtes pas plus mal placés que nous pour savoir où iront tomber, une fois de plus, les fruits de la moisson: dans l'escarcelle d'un tout petit pourcentage d'habitants de ce monde (multinationales, institutions financières, bancaires, étatiques, etc.), alors que le restant gros pourcentage d'hommes, de femmes et d'enfants de la planète, déjà pauvres, déjà démunis, sera encore une fois appelé à survivre avec la hausse des taux de chômage provoquée par les plans socialement destructeurs, imposés par les institutions internationales, occidentales et européennes aux peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et, tout dernièrement aussi, de l'Europe du sud, comme

en Grèce. Et que dire de la centaine d'états de guerre perpétuelle qui existent de par le monde: sources de tant de profits au grand dam de tant de populations dépouillées de tout, notamment en Afrique et au Moyen-Orient !

En face de tels faits, de telles perspectives, en face du spectre de la famine, des guerres militaires ou économiques, non moins destructrices, nous avons entrepris ce même «voyage pour la vie» au cours duquel, depuis début 2015, on dénombre déjà par milliers les migrants qui ont trouvé la mort, noyés en Méditerranée. Et les survivants sont, après coup, une fois en Europe, traités comme des damnés de la terre en vertu du règlement «apartheid» de la gestion mafieuse, ou tout au moins du business lucratif des dispositifs d'accueil, au mépris de la dignité et des droits humains fondamentaux des migrants.

Tout cela se passe dans l'indifférence totale des institutions européennes. Et cela montre leur accoutumance au climat de xénophobie, leur myopie envers le racisme social et politique de la généralité des pays du Nord à l'égard des ressortissants non nantis des pays du Sud du monde.

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les grands crimes historiques contre l'humanité que furent la traite des esclaves et le colonialisme européen dans les continents du Sud – qu'est aujourd'hui encore le néocolonialisme économique occidental. Mais l'Europe ne peut pas faire semblant d'ignorer l'énormité de ce qu'on voit se profi-

ler à l'horizon.

La solution de la militarisation des frontières et de la question de l'immigration qu'on propose au niveau européen (camps dans les pays de provenance, accords bilatéraux avec les gouvernements corrompus et dictatoriaux de ces pays, blocus maritime en Méditerranée, guerre ouverte contre les passeurs et «terroristes»), ne se concrétisera, de fait, qu'en une guerre contre les plus faibles. Contre les migrants et leurs familles, dont ils sont le plus souvent le seul espoir, dans leur lutte contre la faim et la détresse.

L'Europe ne peut pas fermer les yeux et répandre dans son opinion publique l'illusion qu'elle peut arrêter le mouvement planétaire des personnes par de nouveaux instruments de contrôle et de répression, puisque émigrer, pour ces populations qui fuient guerres et famines, est une nécessité vitale.

L'Europe ne peut pas vouloir que dans les pages qui restent à écrire du grand livre de l'histoire de l'humanité soit inscrite, après celle dans les grands crimes historiques susmentionnés, sa responsabilité directe dans un nouveau grand crime, si elle ne renonce pas à sa politique existante en matière d'immigration. Car c'est un véritable «génocide social» des pauvres du Sud du monde qui se profile.

Nous allons organiser des manifestations contre les crimes et contre la guerre sociale en cours. Contre les politiques esclavagistes, racistes, répressives. Pour le droit de toute personne à l'asile, à la liberté de mouvement, à la régularisation, à la liberté de résidence et de travail en Europe.

# Oté

## In bandi-jardinyé dann mon kartyé, konm dann la vil Los Angélès !

*Mi koné pa si konm moin, kan zot lé dann l'anboutéyaz, sansa kan zot l'apré marsh-marsh in pé dann shomin, zot i rogard in pé kosa lo pouvoir piblik i plant. Si sé sa, mi pans tazantan, dé shoz i doi pa mank done azot l'anvi bate z'ot tête kont in mir. Pou kosa ? Pars i plant bann pyé d'boi souvan dé foi i sort déor é na poin okin rapor avèk nout bio-divèrsité. Parl pi bann z'afer itil pou kréol : lo mo itilité, tir sa dann nout tèt, pars bann tèt dé zèf k'i asiz dann bann l'administrasyon la fine éfas mo-la dann z'ot vokabilèr.*

*Kosa sa i done amoin l'anvi d'fer d'apré zot ? Sa i done amoin l'anvi alé plant o blak, an klandéstité, bann plant La rényon dann l'éspas piblik. Mi fé pa pars moin lé parès mé dann péi déor na dmoun i fé. Kisa ? In ga i apèl Ron Finley ; li arès dann in kartyé la vil Los Angélès. Dann son kartyé nana arienk la boutik la malbouf bordaz la ri. Aprés, dann télé, nana in bann bon konséyèr i rokomann manz sink frui épi légime par zour. Solman pou trouv in sèl tomat sansa in sèl salad bio i fo ou i pran out loto épi ou i roul in distans inkroiyab. Sak i fé ké lo moun, mèm jenn moun lé an sirpoi é mèm in pé plis.*

*Donk ron la desid plant légime in pé partou dann bann térin vag, dann park, an parmi lo gazon é sa lé a dispozisyon tout demoun : sétaki i vé ramasé i ramas pars sa lé toulmoun. Pou li sa lé parèy demoun i fé grafiti dsi l'bann mir pou rann lo mir zoli. Li, li plant lo frui avèk légime pars pou li sé in manyèr osi dé rann la vil zoli... Kan mi di azot, moin osi moin la anvi fer sa. Moin osi mi rèv ète in bandi-zardinyé. Konm di lo kont : « Sak i èm sa, i suiv amoin »*

**Justin**

« Bon travayèr, bon zoutiy ! Mové travayèr, mové zoutiy ! » -In kozman pou la rout

Na d'moun i travay bien ! Na dmoun i travay mal ! Sak i travay bien i s'anplègn pa zamé dsi son zoutiy épi dsi son matéryo. Sak i travay mal, li s'anplègn son matéryo. Si lo boi lé mal koupé sé pars la si i tien pa son mordan. Mé fyé la kol : li port lo nom la kol mé li kol pa. Méfyé lo point va fé pète lo boi ! Lé vré ké souvan défoi lo bon z'ouvriyé i antrotien bien son zoutiy, lo mové i fé pa asé in kont ansanm. Tout fason, lo prinsip lé touzour lo mèm, fé port l'otèr dsi lé z'ot. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète tazantan dakor rantre nou.